HAL
open science

Le bilan des destructions

Éric Verdeil

To cite this version:

Éric Verdeil. Le bilan des destructions. Mermier Franck, Picard Elizabeth. Liban, une guerre de 33 jours, La Découverte, pp. 12-21, 2007. halshs-00096466

HAL Id: halshs-00096466

https://shs.hal.science/halshs-00096466v1

Submitted on 19 Sep 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Reconstruire encore… Le bilan des destructions de la guerre de 2006 au Liban

Eric Verdeil (CNRS, Environnement Ville Société, Lyon)

Texte à paraître in Mermier Franck, Picard Elizabeth (dir.), *Une guerre au Liban : été 2006*, Paris, La Fabrique

La guerre de juillet-août 2006 a tué, au Liban, près de 1200 personnes, en a blessé plus de 4000, déplacé près d'un million. Elle a causé des dégâts directs très importants aux infrastructures et aux habitations. Le bilan de 34 jours de combats est extrêmement lourd et révélateur de la violence du conflit. Les dégâts sont d'autant plus mal ressentis que le pays sortait de quinze ans de reconstruction au lendemain de la guerre civile. Cette guerre représente pour le Liban un brutal retour en arrière et remet en cause le redressement économique et la modernisation en termes d'équipements et d'infrastructures que les politiques d'après-guerre (dont il ne faut pas idéaliser le bilan) avaient rendus possibles.

Du point de vue des victimes civiles et des dommages aux habitations, le tribut payé par la communauté chiite, où le Hezbollah est puissamment implanté et soutenu, est particulièrement élevé. Même si les atteintes aux infrastructures touchent toute la population et l'économie libanaise, le poids inégal de ces pertes humaines et matérielles alimente un sentiment d'abandon et d'isolement, qui rend nécessaire une intervention adéquate de l'État libanais.

Prendre toute la mesure des destructions matérielles suppose au préalable de revenir brièvement sur le bilan de la guerre civile et les principaux chantiers de la reconstruction. Ce texte utilise diverses sources gouvernementales et médiatiques accessibles par Internet à la fin août 2006[1], sachant que des études plus poussées des dommages sont en cours et sont susceptibles de nuancer les données présentées, dont le caractère provisoire doit être souligné.

[1] Les principaux sites consultés sont: www.lorient-lejour.com.lb; www.dailystar.com.lb (titres de presse francophone et anglophone); www.audi.com.lb (banque libanaise); www.reliefweb.int (site d'information humanitaire) ; www.lebanonundersiege.gov.lb (Comité du Haut Secours); www.samidoun.org (ONG libanaise proposant divers éléments d'appréciation des dégâts) ; http://www.zki.dlr.de/applications/2006/lebanon/ (Center for Satellite Based Crisis Information)

Le Liban d'avant la guerre de 2006 : un pays en reconstruction

La guerre a frappé le Liban après quinze années consacrées à sa reconstruction, alors même que, dans certains domaines, l'effort de réhabilitation n'avait pas encore été mené à terme.

Sans revenir sur le bilan humain de la guerre civile (plus de 150.000 morts, deux millions de déplacés dont un million le restaient après la fin des combats), le bilan des dommages directs était très élevé. Il s'expliquait pour partie par les opérations militaires liées aux interventions armées étrangères (israélienne et syrienne) et aux combats entre miliciens. L'aviation et les bombardements aériens n'ont pas été utilisés sauf lors de l'invasion israélienne en 1982. Les destructions résultaient principalement d'une guerre de positions le long de lignes de démarcation et de combats recourant à l'artillerie où les armes engagées avaient une puissance de feu relativement limitée.

Au total, 25000 bâtiments ont été affectés, dont 10000 détruits ou gravement touchés. 210000 logements étaient touchés, dont 65000 logements avec des dommages sévères et 24000 détruits[2]. La région la plus affectée était le Mont-Liban, notamment les banlieues sud et est de Beyrouth, ainsi que le sud du Mont Liban (cazas de Baabda, Aley et Chouf). Beyrouth était également très touchée. Le nord fut le moins touché, le sud et la Békaa se situant en position intermédiaire. Malgré les combats incessants et les interventions israéliennes successives, qui ont entraîné plusieurs exodes, le niveau moyen des destructions dans ces régions pendant la guerre civile restait limité.

Les infrastructures avaient également beaucoup souffert de la guerre. Toutefois, leur dégradation n'était pas seulement liée à des destructions directes mais aussi à l'obsolescence, l'absence d'entretien et la vacance des administrations en charge. En outre, leur capacité n'a pas été mise à niveau au cours de la guerre pour tenir compte de l'augmentation de la population et de sa nouvelle répartition du fait des déplacements. Ainsi, le niveau de service s'est-il considérablement dégradé. Par exemple, l'alimentation en courant électrique était limitée en 1990 à 6 heures par jour en moyenne avec des différences très fortes d'une région à l'autre. Dans la durée, la population a eu recours à des palliatifs tels que les générateurs privés d'électricité ou des forages privés pour l'eau.

---

[2] Source : OGER International, Damage Assessment, CDR, 1994

A partir de 1991-92, le rétablissement progressif de l'autorité de l'État sur l'essentiel du territoire a permis le lancement des opérations de reconstruction. La principale institution a été le Conseil du développement et de la reconstruction (CDR), créé en 1977 pour coordonner les efforts de redressement au terme de la guerre de deux ans et réactivé en 1991. Dès la fin de la guerre civile, le CDR a été dirigé par des proches de Rafic Hariri et, après sa nomination au poste de Premier ministre en 1992, il a été le principal instrument de sa politique de reconstruction.

Le coût de celle-ci s'est élevé à environ 5 milliards de dollars de 1992 à 2005, financés à hauteur de 58% par des dons et prêts bonifiés. L'objectif de R. Hariri consistait à favoriser la relance de l'économie libanaise, en particulier les secteurs du commerce, du tourisme, de la finance, considérés comme la clé du rattrapage du niveau d'avant guerre. Dans l'ensemble, les investissements ont privilégié la réhabilitation et le développement de l'infrastructure. Le premier poste était celui de l'électricité mais, malgré les progrès réalisés, seule la capitale bénéficiait à la veille du nouveau conflit d'une alimentation permanente. Les transports routiers ont représenté le second poste de dépense. La capitale et la région côtière ont été dotées d'un réseau autoroutier presque achevé. Des fragments d'autoroutes à travers la montagne vers Damas ont également été construits. Le reste du réseau a été modernisé. Les investissements se sont aussi concentrés sur les communications et télécommunications, en particulier le port, l'aéroport et le téléphone (réhabilitation du fixe et lancement du mobile). Plus récemment, l'eau potable, l'assainissement et les déchets ont bénéficié d'investissements importants, en partie sous la pression des bailleurs de fonds européens.

Aux yeux de plusieurs observateurs, cette politique ne s'est pas suffisamment préoccupé des secteurs productifs comme l'industrie ou l'agriculture[3]. La concentration de ces investissements à Beyrouth et dans la mohafazat (département) du Mont Liban a aussi été décriée par les représentants politiques des périphéries du pays, plus pauvres et moins bien dotées (Tableau 2). Ramenés aux effectifs de population, les déséquilibres ne sont cependant pas flagrants. On peut d'ailleurs arguer que la concentration dans la région centrale s'explique par un niveau de destruction plus élevé et par la localisation

[3] Voir par exemple les contributions de Kamal Hamdan et Charbel Nahas dans le dossier « Liban : 10 ans après la guerre civile », *Maghreb Machrek Monde arabe*, n°169, 2000 ; ou encore les positions de Georges Corm, *Le Liban contemporain. Histoire et société*. Paris, La Découverte, éd. actualisée, 2005, 342 p.

d'équipements uniques desservant tout le pays, dont l'aéroport constitue le meilleur exemple.

Tableau 2 : répartition régionale des investissements

	Total des investissements prévus	Investissements achevés & en cours (2005, % du total national)	Répartition de la population (2004)
Beyrouth	781.7	12%	10%
Mont Liban	1939.9	36%	40%
Liban Nord	1036.2	24%	20%
Bekaa	542.1	11%	13%
Sud et Nabatieh	802.1	18%	17%

Source : CDR 2005, ACS, 2004

La Caisse des déplacés devait mettre en œuvre une politique de retour et d'aides à la reconstruction des villages et localités détruits dans tout le pays sauf le sud. Environ 2,5 milliards de dollars ont été dépensés de 1993 à 1997, et encore près de 500 millions depuis. Cette politique a permis la reconstruction et la réhabilitation de localités de la montagne touchées par les combats, comme Aley ou Damour. La Caisse des déplacés a également réalisé plusieurs opérations d'envergure, dont la principale est la construction d'environ 900 logements dans un périmètre atteint par les combats à Tripoli. Toutefois, le bilan de cette politique est mitigé. Plusieurs régions mixtes du Chouf ou d'Aley n'ont guère bénéficié de son aide, en raison de blocages politiques et d'une réconciliation localement impossible. En outre, l'attribution des indemnités a été entachée d'abus, en fonction d'une gestion clientéliste ou de négociations politiques au plus haut niveau, comme lors de l'évacuation des squatters du centre-ville de Beyrouth. Au Mont Liban sud, guère plus de 20% des familles sont rentrées définitivement dans leur localité d'origine[4].

Les villes ayant subi d'importantes destructions ont fait l'objet de divers projets de reconstruction, inégalement aboutis. Le symbole de la reconstruction du pays est sans conteste le centre-ville de Beyrouth, ancien lieu de brassage des communautés du pays. Cette opération portant sur plus de 180 ha a été confiée, non sans polémiques, à une société privée dotée de prérogatives très étendues. Son actionnaire principal n'était autre que R. Hariri lui-même. Suite à un vote du Parlement, elle est devenue propriétaire de l'ensemble des terrains dont les ayants droit ont été dédommagés par des actions plutôt

[4] Source: Institut libanais pour le développent économique et social, 2004, *Le mouvement de retour des déplacés à leur localité d'origine. Faits et limites*, consultable sur www.ildeslebanon.org (le 28 août 2006).

qu’en numéraire. Ainsi partiellement libérée de l’obligation coûteuse de se financer auprès du secteur bancaire, Solidere a mis en œuvre des aménagements ambitieux, dont un réseau routier modernisé, un remblai sur la mer de plus de 65 ha et des espaces publics de qualité. Elle a réhabilité les élégants quartiers historiques de la Place de l’Etoile et de Foch Allenby, devenus en quelques années des destinations animées, prisées des touristes comme des Libanais. Depuis 2001, une grande partie des terrains situés dans l’ancien centre-ville a été vendue et de nombreux projets hôteliers, résidentiels de luxe et de commerces haut de gamme ont vu le jour. Le secteur des bureaux paraît cependant moins dynamique.

Depuis 2002, on notait une réorientation des chantiers d’aménagement vers la mise en valeur du patrimoine ancien des villes secondaires de Tripoli, Baalbek, Jbeil (Byblos), Saïda et Tyr et vers une meilleure prise en compte de l’environnement. Ces projets bénéficient de l’aide de la Banque mondiale et d’autres bailleurs internationaux. Ce mouvement signalait un changement de problématique par rapport à la reconstruction proprement dite. Pourtant, plusieurs chantiers sont restés en suspens.

Deux d’entre eux, qui concernent principalement la population chiite, doivent être signalés. Elyssar est une opération de restructuration de la banlieue sud-ouest de Beyrouth, un secteur où se concentrent plusieurs quartiers non-réglementaires habités par des déplacés et des squatters. L’objectif était de construire 7500 logements sociaux, d’améliorer l’infrastructure, de reconquérir la façade littorale et d’intégrer cette zone à la ville, sous l’égide de l’État. Hormis la construction d’autoroutes menant à l’aéroport et vers le sud du pays, aucune réalisation n’est intervenue, en raison de la réduction des marges de manœuvre financières de l’État après 1996-97 et à cause du contentieux politique sur cette question et sur bien d’autres entre les partis chiites, représentants de la population locale, en particulier le Hezbollah, et R. Hariri.

Le second projet d’envergure resté en suspens est le plan de reconstruction de la zone occupée au Liban sud. Destiné à manifester la présence de l’État dans la région en prévision du retrait israélien de ce secteur occupé depuis 1978, il prévoyait le déminage, la réalisation de projets d’irrigation à partir du Litani en attente depuis près de 50 ans, la réhabilitation et le développement de l’infrastructure (routes, eau, administrations), des aides sociales etc. Le retrait israélien unilatéral du sud en mai 2000, le contentieux des fermes de Chébaa et le refus de l’État d’occuper la zone ont réduit à peu de choses les

projets de développement initiaux. Durant toute la période, l'action de l'État au sud Liban s'est limitée aux réalisations du Conseil du Sud, un organisme inféodé au mouvement Amal et agissant de façon ponctuelle et dans une optique clientéliste. Depuis 2004, le Hezbollah y gère plus d'une soixantaine de municipalités et est un incontournable pourvoyeur de services aux habitants.

La politique de reconstruction menée dans l'après-guerre comporte des réalisations ambitieuses et a permis une amélioration notable de l'infrastructure. Elle a été un levier essentiel de la relance économique du pays. Son coût, souvent décrié comme responsable de la dette énorme du pays, doit être relativisé : en 2000, il représentait moins de 11% des dépenses cumulées de l'Etat depuis 1993 et cette proportion a décliné depuis. La contribution du secteur privé ne doit pas être négligée, que ce soit à travers les investissements individuels, ceux de la diaspora ou des investisseurs étrangers.

Mais cette politique a aussi prêté le flanc aux accusations de clientélisme et corruption dans un pays où ces pratiques sont avérées. En outre, le délaissement, plus ou moins réel selon les cas mais fortement ressenti, des régions périphériques et des classes populaires alimente les revendications contre une politique jugée inégalitaire et inique. Le coût des destructions et la nouvelle reconstruction vont alourdir encore ce fardeau.

Les destructions de 2006

Les destructions résultent principalement des bombardements de l'aviation et de la marine israélienne. Elles ont entraîné des dommages très lourds. Le chiffre de 3,6 milliards de dollars de dégâts matériels directs se décompose en environ 1,2 milliard de dollars pour les infrastructures et les établissements industriels et 2,4 milliards pour les habitations et les commerces[5]. Dans le domaine des infrastructures, une large partie des sites détruits correspond à des travaux accomplis durant les années de reconstruction. Concrètement et symboliquement, cela représente un véritable retour en arrière.

L'ensemble de la population pâtit de la paralysie économique du pays mais les dommages aux infrastructures et les destructions des villages et des quartiers d'habitation, ainsi que les déplacements forcés qui en résultent, affectent essentiellement la population chiite.

[5] Source : CDR, 17 août 2006 (cite par *The Lebanon Weekly Monitor*, Banque Audi)

Les bombardements ont d'abord ciblé les infrastructures de transport. Les attaques touchant l'aéroport et les ports ont été relativement modérées : elles avaient pour objectif principal d'isoler le pays. Quelques jours après la cessation des hostilités, le trafic aérien et maritime était en mesure de reprendre à Beyrouth. Plus sévères sont les bombardements visant les ponts et les routes, une part essentielle des réalisations récentes (cf. carte n°1). 77 ponts et 80 autoponts et bretelles d'autoroutes (selon le Comité du Haut Secours-CHS) ou 107 ponts (selon le CDR), ainsi que 630 km de routes et autoroutes ont été détruits. La circulation vers le sud du pays et à travers la montagne est rendue particulièrement difficile par ces bombardements. Plusieurs points de passage vers la Syrie ont été aussi visés. Le bombardement du pont de Mdeirej, sur l'autoroute de Damas, une réalisation coûteuse enjambant une profonde vallée, montre la volonté israélienne de frapper un symbole de la reconstruction sans égard pour son impact financier, alors que des bombardements sur les voies d'accès auraient eu le même effet militaire.

Les centrales électriques et des réservoirs de carburants ont également été pris pour cibles : l'alimentation du sud est totalement perturbée et le reste du pays connaît le rationnement (cf. carte n°2). Plusieurs réservoirs et canalisations principales d'eau potable ont été touchés ; et en l'absence d'électricité, l'alimentation en eau dans le sud est coupée. Les carences de ces deux services constituent le principal facteur de dégradation de la situation matérielle dans les localités du sud où les réfugiés sont massivement rentrés. Cinq hôpitaux et 350 écoles ont aussi été touchés, en banlieue sud et au sud du pays. Enfin, environ 900 établissements industriels et commerciaux de taille moyenne ont été atteints, répartis sur tout le territoire, comme l'usine Liban Lait dans la Békaa, produisant 70% du lait du pays.

Les dégâts des immeubles d'habitations (incluant des locaux d'activité et les commerces en rez-de-chaussée) représentent près des deux tiers du montant des dommages estimés. Selon une estimation du gouvernement libanais fin août, 130.000 logements étaient touchés à degrés divers dont 16000 détruites. Environ 300.000 personnes seraient privées de logement.

Tableau 3 : répartition régionale des dégâts aux habitations et commerces

Région	Coût (M $)	% du coût total
Baabda (banlieue sud)	730	30%

Total Liban sud	1175	49%
Total Békaa	100	4%
Autres et dégâts non localisés	401	17%

Source : CDR, 17 août 2006 (cité par *The Lebanon Weekly Monitor*, Banque Audi)

Ces destructions concernent essentiellement des zones peuplées par la population chiite. 30% des dégâts aux habitations concerne la banlieue sud-est de Beyrouth (cf. tableau 3). En particulier le quartier de Haret Hreik qui abritait l'essentiel des institutions du Hezbollah, a subi les dégâts les plus lourds. 182 immeubles y ont été réduits en poussière et 192 ont été touchés à des degrés variables, ce qui représentent 9.000 habitations détruites ou hors d'usage. Les dégâts infligés aux villes et villages du sud du pays sont également énormes et représentent presque la moitié du montant des dégâts estimés. 6.000 logements sont détruits et 13.000 très endommagés[6]. Bint Jbeil semble presque complètement rasée : 1200 des 1500 bâtiments ont été détruits[7].Les autres localités les plus durement touchées sont proches de la frontière. Les combats y ont opposé les troupes israéliennes soutenues par leur aviation et l'artillerie et le Hezbollah, notamment équipé d'armes antichars. A Khiam, plus à l'est, 1200 maisons ont été totalement détruites et 2300 endommagées sont considérées comme réparables, pour 500 indemnes[8]. Tyr a subi de lourdes attaques, qui ont détruit ou sévèrement touché 131 bâtiments, dont 16 de grande hauteur, ainsi que 11 ponts[9]. La dernière région concernée est la Békaa, en particulier la ville de Baalbek. La ville où le Hezbollah a été fondé et où ses institutions caritatives sont très actives, a été violemment affectée par des raids aériens. Dans toute la Békaa, 330 logements sont détruits et 476 fortement endommagés, dont plus de 80% à Baalbek. Plus de 4000 personnes sont sans logis dans cette ville[10]. Alors que le déminage lié aux phases précédentes du conflit était à peine entamé, plus de 100.000 bombes à sous-munitions ont été larguées, surtout dans le sud. 70% l'auraient été dans les trois derniers jours de la guerre alors que le principe de

[6] Selon l'AFP (28 août 2006) citant un responsable de l'organisation Jihad-al-Binaa, l'organisation proche du Hezbollah chargée de la reconstruction.

[7] United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Situation Report 35 - Lebanon Response* – 28 August 2006, p.1

[8] *The Daily Star*, le 22 août 2006 et *Damage Assessment Southern Lebanon. UNDP & Local Municipalities*, carte téléchargeable sur www.virtualhic.org (28 août 2006).

[9] UNOSAT, *Satellite Identification of Damage in Region of Tyre, Lebanon. Post-Crisis Ikonos Satellite Imagery on 14 August 2006* (www.unosat.org)

[10] Humanitarian Information Centre (HIC) For Lebanon, *Beqaa Damage Assesment, UN & Local Municipalities*, 29 août 2006 (www.virtualhic.org).

l'arrêt des combats était acquis. Elles font peser sur la population un risque durable et ont déjà fait 14 morts et 47 blessés au 28 août[11].

De nombreux observateurs, en particulier les associations de défense de droits de l'homme comme Human Rights Watch ou Amnesty International, ont contesté la version de l'armée israélienne selon laquelle les victimes humaines et les dégâts massifs causés aux infrastructures et aux habitations étaient des dégâts collatéraux d'interventions et de frappes visant les infrastructures et les miliciens du Hezbollah, qui aurait utilisé les civils comme boucliers humains (voir le chapitre de Rafael Bustos).

A cela s'ajoute enfin une catastrophe environnementale majeure, à la suite du bombardement de réservoirs de carburant de la centrale thermique de Jiyeh, à 25 km au sud de Beyrouth. La marée noire causée par le déversement sur le littoral libanais de 10000 à 15000 tonnes de fioul est d'une ampleur équivalente à celle causée par le naufrage de l'Erika au large de la Bretagne en 1999. Selon les observations par satellite, la nappe a touché le littoral sur 150 km, de Jiyeh à la frontière nord, dégradant plages et ports et attaquant la vie marine. La pêche libanaise est sinistrée. Le retard dans les mesures de nettoyage aggrave l'impact de cette pollution en raison des dépôts sur les fonds marins. Le littoral syrien, au niveau de Tartous, est également touché par la dérive de la nappe, comme le seront probablement celui de Chypre et de Turquie. Plus largement, cette marée noire constitue aussi, selon plusieurs organisations de défense de l'environnement, une menace à long terme pour la diversité faunistique en Méditerranée, touchant des espèces comme le thon rouge ou la tortue verte.

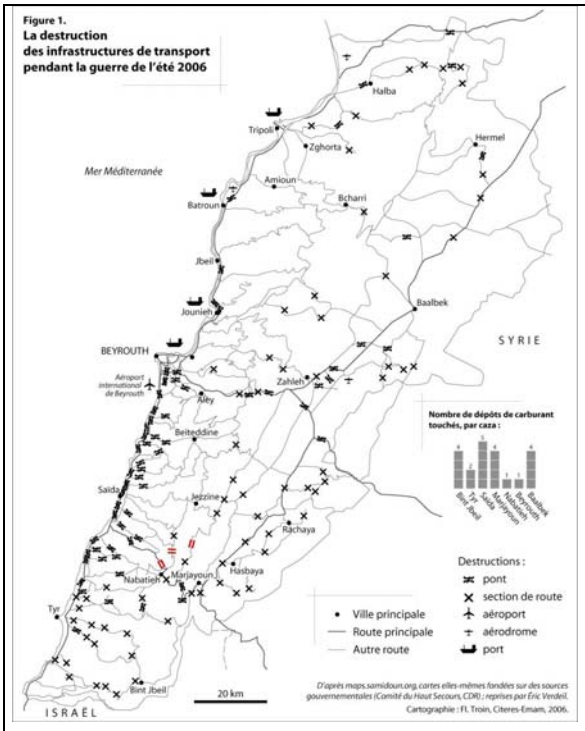
Conclusion

Les destructions et les dommages ont un impact lourd et multiforme. Ils replongent le pays dans la gestion de l'urgence et dans les chantiers de reconstruction alors qu'il envisageait de se consacrer à de nouvelles priorités. D'un point de vue financier, les destructions d'infrastructure représentent l'équivalent d'un cinquième environ des investissements de la reconstruction. Le nombre de logements endommagés au terme de 34 jours de guerre (130000) est à comparer aux 220.000 dans le même état en 1991. Le

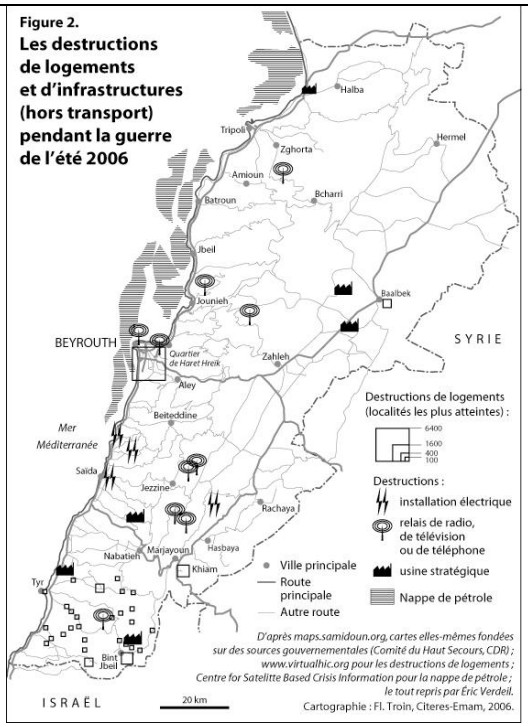
[11] UNDP, Mine Action, *Information on Mine and UXO Victims, Casualties from August 14, 2006 to August 28, 2006*.

coût estimé des dégâts aux immeubles d'habitation se rapproche des sommes consacrées à la politique du retour des déplacés (environ 3 milliards de dollars entre 1993 et 2002). L'économie nationale a été durement touchée. Le PNUD estime à 10 ou 15 milliards de dollars le manque à gagner en raison de l'arrêt complet de l'activité et de la disparition du tourisme. Le conflit a provoqué une vague de plus de 200000 départs, dont une partie risque d'être définitifs.

Mais si l'ensemble de la population est touché par le ralentissement économique et la mise hors d'état de certaines infrastructures, il est certain que les habitants du sud, de la banlieue sud de Beyrouth et à degré moindre de la Békaa, ont subi le plus directement les effets de la guerre. L'État libanais devra gérer la tension entre des objectifs nationaux de remise en fonctionnement des infrastructures et de l'économie et la prise en compte des besoins de la communauté chiite. Dans l'immédiat, il faut réhabiliter et reconstruire les secteurs détruits et, à moyen terme, il faudra offrir des signes symboliques d'intégration et des perspectives de développement économique et social pour des régions déshéritées. Leur isolement et leur délaissement par l'État, réels ou imaginés, expliquent en effet en partie la confiance qu'a pu capitaliser le Hezbollah dans cette frange de la population. Dès la fin des hostilités, ce dernier a commencé à offrir des aides et des indemnités aux victimes, alors que la mobilisation de l'État est beaucoup plus lente. L'État libanais joue ici sa légitimité, mais sa marge de manœuvre dans cette nouvelle reconstruction se heurtera très vite aux contraintes financières liées au fardeau de sa dette, qui le placeront tôt ou tard face à des choix douloureux.



Carte n°1



Carte n°2